

# CÔTE D'IVOIRE

Programme de Développement de l'Education, de la Formation et de l'Insertion (DEFI) des jeunes



## DEFI JEUNES EDUCATION FORMATION 1 (C2D 1)

### CONTEXTE

La Côte-d'Ivoire a réalisé en 2009 une analyse approfondie du secteur éducation-formation. Les principaux résultats de ce diagnostic ont permis de produire une stratégie sectorielle en réponse aux défis structurels et conjoncturels. Une lettre de politique éducative et un cadrage sectoriel ont été réalisés et déclinés en un Plan d'Action à Moyen Terme pour la période 2012-2014 (PAMT). Le gouvernement a également défini des priorités dans une "feuille de route" qui accorde une place importante à la formation et à l'insertion des jeunes (Programme Présidentiel, Plan National de Développement (PND), approuvé par le gouvernement en 2012).

Ce secteur constitue un enjeu majeur pour le processus de développement dans ce pays où 53% de la population de plus de 15 ans est analphabète. Environ 70% d'une classe d'âge est inscrite au primaire (mais seulement 46% achève le cycle), 34% au collège et 15% au lycée. L'enseignement technique et professionnel, sous-équipé, n'offre que 78.000 places et ne constitue pas une alternative porteuse. Les universités publiques, saturées après le quintuplement des effectifs en 20 ans souffrent encore d'importantes dégradations. Les écoles d'ingénieurs regroupées à l'INP-HB sont sous-équipées et fortement déficitaires.

Le PAMT ainsi que le PND ont ainsi mis l'accent sur la nécessité (i) de généraliser la scolarisation primaire et d'étendre l'accès au collège en particulier dans les zones rurales sous-équipées de l'ex zone Centre Nord et Ouest ; (ii) d'accroître les capacités de l'enseignement technique et professionnel et son adéquation avec les besoins du marché du travail ; (iii) de moderniser l'enseignement supérieur public et les écoles d'ingénieurs pour améliorer l'employabilité des jeunes dans les secteurs porteur de l'économie ivoirienne.

### DESCRIPTIF

Le projet DEFI Jeunes Education Formation est construit autour de trois composantes :

- L'éducation de base
- La formation professionnelle
- L'enseignement supérieur et la recherche scientifique

### PAYS

**Côte d'Ivoire**



Date de signature de la convention  
**20/09/2013**



Secteur  
**Education-Formation-Emploi**



Localisation  
**Ensemble du territoire**

Durée du financement  
**8 ans**



Outil de financement  
**Contrat de désendettement et de développement**



Montant du financement  
**50,8 M€**

### Bénéficiaire

**République de Côte d'Ivoire**

### Maîtrise d'ouvrage

**Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation**

**Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage**

**Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**

Principaux Objectifs de développement durable visés



**4 ÉDUCATION DE QUALITÉ**



**5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES**

Code projet : CCI1201 01

## RESULTATS

Les résultats en matière d'Accès / Qualité / Gouvernance sont:

- L'éducation de base
  - Construction de 116 écoles primaires (près de 700 salles de classes primaires et préscolaires fonctionnelles pour accueillir 28 000 enfants chaque année)
  - Construction de 40 collèges de proximité (plus de 300 salles de classe fonctionnelles pour accueillir près de 13 000 enfants chaque année)
  - Réhabilitation du centre de formation (CAFOP) des maîtres à Man et équipement de 16 CAFOP en matériel (AEC, EPS, TICE) pour former 2500 instituteurs par an.
  - Renforcement des capacités des antennes pédagogiques de la formation continue (APFC) : 8 véhicules acquis, 9 postes informatiques. Près de 3600 personnes formées.
  - Déploiement de l'applicatif CODIPOST au niveau central et déconcentré
- La formation professionnelle :
  - Construction et équipement de 2 lycées professionnels sectoriels (LPS)
    - LPS Yopougon – Filières maintenance industrielle – industrie agroalimentaire –300 apprenants
    - LPS Daoukro – Filières bâtiment et travaux publics – près de 1100 apprenants
  - Révision des curricula de formation en lien étroit avec les besoins du secteur productif
  - Formation des formateurs
  - Appui institutionnel à la mise en œuvre de la réforme du partenariat public-privé à travers la structuration des branches : 13 branches professionnelles créées, 13 portraits sectoriels réalisés et renforcement du comité national des branches professionnelles CNBP
- L'enseignement supérieur, qui se décompose en deux volets :
  - Appui à l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro
    - Réhabilitation et équipement de ses locaux : près de 70 000 m<sup>2</sup> de toiture réhabilités, acquisition de matériel pédagogique et informatique d'urgence
    - Modernisation de deux des écoles de l'INP HB : Ecole supérieure Agronomie et Ecole supérieure Industrie (rénovation curriculaire, modernisation des équipements).
  - Appui à la Modernisation et Réforme des Universités et Grandes Ecoles (AMRUGE)
    - Travaux de sécurisation et réhabilitation 9 universités, 7 contrats de performance élaborés
    - 18 000 ouvrages acquis, près de 5000 personnes formées
    - 13 projets du hub franco ivoirien financés

## INTERVENANTS ET MODE OPERATOIRE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par les ministères en charge de l'éducation nationale et de l'alphanétisation, de l'enseignement technique, formation professionnelle et apprentissage, de l'enseignement supérieur.

Les projets sont gérés par l'unité de coordination du projet Education-formation (UCP-EF) qui émane de ces trois ministères. Des comptes projets ont été ouverts à la Banque du Trésor (ACCD) et sont audités annuellement. L'AFD donne des avis de non objection sur les plans d'actions annuels, les budgets, les cahiers des charges des activités et les étapes du processus de passation de marchés.

## PLAN DE FINANCEMENT

Le montant du projet éducation-formation représente plus de 83 % du programme DEFI-jeunes. L'Etat prendra à sa charge le fonctionnement des établissements publics d'éducation et de formation.

Composantes du projet	€	FCFA	%
Composante I : enseignement fondamental	25 596 000	16 790 153 000	33,05
Composante II : enseignement technique et professionnel	17 858 000	11 714 197 000	23,06
Composante III : enseignement supérieur	32 144 000	21 085 261 000	41,50
Unité de coordination du projet	1 851 000	1 214 325 000	2,39
<b>Projet Education Formation</b>	<b>77 444 000</b>	<b>50 800 000 000</b>	<b>100</b>